



Rapport « Ce que nous avons entendu » :

Journée de dialogue annuel d'Emploi et Développement social Canada avec les représentants des communautés d'expression anglaise du Québec

Emploi et Développement social Canada

13 novembre 2025

Table des matières

1. Introduction	3
Aperçu	3
2. Ce que nous avons entendu (synthèse)	4
2.1 Obstacles à l'accès aux programmes d'EDSC	4
2.2 Application de la lentille CLOSM pour mieux répondre aux besoins des CEAQ ..	6
2.3 Nécessité de flexibilité dans les modèles de financement	9
2.4 Données et politiques fondées sur des données probantes	11
2.5 Coordination interministérielle pour soutenir les priorités des CLOSM	13
3. Solutions proposées par les intervenants.....	13
4. Conclusion.....	14
Annexe A	15
Annexe B	20
Annexe C	21

1. Introduction

La Journée de dialogue d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) avec les organisations représentant les communautés d'expression anglaise du Québec (CEAQ) a eu lieu le 13 novembre 2025. De plus amples renseignements sur les activités de la journée sont présentés dans l'ordre du jour à l'annexe A. Les organisations participantes représentant les CEAQ sont énumérées à l'annexe B. Les cadres supérieurs d'EDSC, ainsi que les représentants d'autres ministères fédéraux, sont indiqués à l'annexe C.

Aperçu

La journée a commencé par une séance plénière présidée par Elisha Ram, sous-ministre adjoint principal de la Direction générale des politiques stratégiques et de service d'EDSC. La séance plénière a permis d'examiner la manière dont les programmes fédéraux pourraient mieux répondre aux besoins des CEAQ et intégrer plus efficacement la lentille des communautés de langue officielle en situation minoritaire (lentille CLOSM) à l'ensemble du continuum politique-service, en mettant plus particulièrement l'accent sur l'employabilité.

La séance plénière a été suivie de trois discussions en petits groupes, chacune axée sur un thème précis :

- **Emploi et employabilité** : accès à des activités d'apprentissage de la langue française, services d'emploi en anglais et services complets; amélioration des initiatives de formation et de perfectionnement des compétences; partenariats avec des établissements d'enseignement.
- **Développement économique** : augmentation des taux de participation au marché du travail régional et diminution des taux de chômage; formation à distance pour améliorer les offres de formation; accès au perfectionnement des compétences dans les régions éloignées.
- **Intégration au marché du travail** : recyclage professionnel et perfectionnement des travailleurs qui sont en milieu de carrière ou en transition et ceux qui sont âgés.

La journée s'est terminée par une table ronde interministérielle (EDSC, Patrimoine canadien, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada) portant sur la coordination interministérielle afin de soutenir les priorités des CEAQ.

Ce rapport synthétise les discussions et met en évidence les problèmes soulevés par les CEAQ, ainsi que les solutions potentielles proposées par les participants.

2. Ce que nous avons entendu (synthèse)

2.1 Obstacles à l'accès aux programmes d'EDSC

Des participants ont souligné les obstacles structurels et opérationnels qui entravent l'accès aux programmes et au financement :

- Dynamique fédérale-provinciale

Des intervenants ont reconnu que les relations intergouvernementales influencent la mise en œuvre des programmes. Il est essentiel de mettre en place une meilleure collaboration entre la province et le gouvernement fédéral pour éviter les chevauchements et garantir la complémentarité des interventions.

Des participants ont fait observer que pour combler les écarts en matière d'emploi et de revenus, il fallait collaborer avec le Québec, plus particulièrement dans les domaines de la formation axée sur les compétences et de l'intégration de la langue française. Ils ont également insisté sur le fait que les comités intergouvernementaux excluent souvent les CEAQ, ce qui rend difficile la défense de leurs intérêts.

Des représentants d'organisations ont indiqué qu'ils se trouvaient souvent limités, car les lois provinciales restreignent la publicité ou la prestation de services en anglais (p. ex. les renseignements sur les emplois fournis par Services Québec ne sont pas toujours disponibles en anglais).

Des intervenants ont souligné les difficultés que présente le maintien de l'offre de programmes efficaces, tels que l'ancien Connexion compétences¹ et les initiatives d'enseignement à distance en raison de l'interruption du financement et du manque de partenariats. Des intervenants ont insisté sur la nécessité pour les ministères fédéraux de collaborer avec les universités et d'autres partenaires afin de maintenir l'accès de l'offre de programmes pour les communautés situées dans des collectivités éloignées. Lorsqu'un programme prend fin, les membres des communautés sont déçus et, surtout, ils subissent des revers en matière d'emploi.

- Contexte au Québec

Des intervenants ont convenu que le contexte au Québec est unique et caractérisé par une forte autonomie provinciale, qui se traduit par des contraintes législatives particulières. Les représentants des organisations estiment que le Québec ne reconnaît pas suffisamment les personnes d'expression anglaise en tant que minorité linguistique,

¹ Depuis 2020, une entente avec la province de Québec a permis de regrouper les anciens volets de la Stratégie emploi jeunesse, soit Connexion compétences, Objectif carrière et Expérience emploi d'été, afin de créer une approche plus globale du financement et de la prestation de services.

ce qui complique l'application de la lentille de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*.

Plus précisément, des intervenants ont souligné que des mesures législatives, telles que le projet de loi 96² et les modifications constitutionnelles proposées, engendraient des obstacles supplémentaires pour les programmes fédéraux et les droits linguistiques des minorités.

Des représentants d'organisations régionales ont indiqué qu'ils n'ont souvent accès qu'à des programmes de petite envergure et de courte durée. Ils ont cité comme exemples les programmes Nouveaux Horizons pour les aînés et Emplois d'été Canada, qui ne renforcent pas les capacités à long terme et ne s'attaquent pas aux obstacles systémiques auxquels sont confrontées les CEAQ. Il est plus difficile d'obtenir des investissements pluriannuels plus importants en raison de contraintes administratives et juridiques.

Des représentants de petites organisations ont mentionné qu'ils avaient de la difficulté à gérer les investissements fédéraux considérables, en particulier lorsqu'il y a des retards dans le versement du financement, c'est-à-dire lorsque les fonds sont versés tardivement au cours de l'exercice financier.

De plus, des intervenants ont expliqué que lorsque la responsabilité d'un programme fédéral (p. ex. Connexion compétences) est transférée à la province, il incombe à celle-ci de mettre en œuvre le programme, et la province le fait selon ses propres protocoles. Cette façon de procéder rend difficile l'accès au financement pour les organisations d'expression anglaise, car la province ne reconnaît pas leur mandat général.

Des intervenants estiment que les lois linguistiques (le projet de loi 96 et le projet de loi 14³) et les politiques culturelles compliquent la tâche des organisations anglophones, limitent leur flexibilité et créent des obstacles systémiques à l'emploi et à la formation.

Des représentants ont proposé qu'une collaboration interministérielle accrue à l'échelle fédérale et une meilleure intégration des organisations d'expression anglaise aux politiques du Québec pourraient aider à résoudre les difficultés des administrations qui empêchent les organisations d'accéder à certains services destinés aux nouveaux arrivants. Ils ont fait remarquer que les programmes québécois deviennent de plus en plus restrictifs, se concentrant uniquement sur les « anglophones historiques ». Cette situation complique les efforts visant à aider les nouveaux arrivants et les diverses populations anglophones, ce qui illustre la complexité des relations fédérales-provinciales au Québec.

² Projet de loi n° 96 (*Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*)

³ Projet de loi n° 14 (*Loi visant à renforcer l'intégrité du vote dans le cadre des campagnes à la direction d'un parti politique et des courses à l'investiture*)

« Les politiques ne fonctionnent pas pour nous... souvent, les programmes ne répondent pas aux besoins des anglophones. » [traduction libre]

– Un représentant des CEAQ

- **M-30 – Loi sur le ministère du Conseil exécutif**

Des participants ont fait observer qu'il est pratiquement impossible d'obtenir des approbations dans le cadre du chapitre M-30 pour les domaines relevant du mandat de la province, comme les services d'emploi. Cette situation place les organisations dans une situation difficile où elles ne peuvent pas aider les nouveaux arrivants ni élargir leurs services au-delà des domaines relevant de leur mandat, malgré les investissements fédéraux qui leur permettraient de le faire.

Un exemple qui a été souligné concerne les travailleurs âgés qui sont aux prises avec des difficultés en matière d'alphabétisation, notamment en ce qui concerne la littératie numérique, et pour qui le mur des langues (travailler dans une langue seconde ou avoir des difficultés en français) limite l'accès aux possibilités d'emploi et au recyclage professionnel. Des intervenants ont également soulevé que les exigences complexes en matière d'alphabétisation et les transitions vers le numérique constituent des obstacles importants pour les travailleurs d'âge mûr. En raison du chapitre M-30, qui empêche certaines organisations québécoises d'accéder directement au financement fédéral, les fournisseurs de services en alphabétisation au Québec, subventionnés à plus de 50 % par la province, ne peuvent pas accéder aux fonds fédéraux pour des projets pilotes, ce qui les oblige à s'appuyer sur des partenariats créatifs.

2.2 Application de la lentille CLOSM pour mieux répondre aux besoins des CEAQ

Des intervenants ont fait observer que l'intégration systématique de la lentille CLOSM dans la conception, l'exécution et la mise en œuvre des programmes est nécessaire pour répondre aux besoins particuliers des CEAQ et pour garantir que les programmes conservent leur pertinence pour les CEAQ, notamment en ce qui a trait à l'emploi, à la formation et aux services sociaux. De plus, ils ont suggéré que les plateformes alimentées par l'intelligence artificielle (IA) intègrent cette lentille afin d'en assurer l'incidence et un accès équitable.

- **Nécessité de mettre en place des mécanismes de financement novateurs**

Des intervenants ont demandé d'envisager la mise en place de modèles de financement flexibles, tels que des ententes pluriannuelles et des investissements stratégiques, plutôt que de financer des projets ponctuels.

Des représentants d'organisations ont souligné la nécessité de disposer d'un financement flexible et multisectoriel plutôt que d'avoir recours à des modèles rigides

fondés sur des projets afin de résoudre les enjeux interreliés (emploi, garde d'enfants, formation linguistique) et de créer des programmes qui associent des optiques d'analyse sectorielle et généralistes pour assurer la vitalité à long terme des communautés d'expression anglaise.

La flexibilité des mécanismes de financement est considérée comme essentielle, car les organisations régionales sont souvent généralistes et n'ont pas accès aux programmes provinciaux très sectoriels. Des intervenants ont suggéré de mettre en place des mesures de protection dans les transferts fédéraux-provinciaux afin de protéger les communautés linguistiques en situation minoritaire et de garantir qu'elles bénéficient des investissements fédéraux.

Des intervenants ont également souligné la nécessité d'établir des partenariats à l'extérieur du contexte universitaire, notamment avec d'autres ministères, afin de soutenir les programmes d'enseignement et de formation à distance pour les CEAQ. Ils ont mentionné que lorsque des programmes tels que Connexion compétences ont pris fin, les communautés ont connu des revers, ce qui a souligné la nécessité de mettre en place des modèles de financement flexibles et novateurs, en mesure de s'adapter aux réalités régionales.

- Importance des consultations et des approches fondées sur les données

Des intervenants ont affirmé qu'il était nécessaire d'améliorer la visibilité des données et la collaboration avec les organisations qui offrent des services aux CEAQ afin de refléter la réalité vécue par les populations linguistiques en situation minoritaire. Les membres de petites communautés considèrent souvent qu'elles « disparaissent dans les données » et qu'il est nécessaire de disposer de données actualisées en temps opportun et de consulter les intervenants afin d'élaborer des stratégies à long terme.

Le représentant d'une organisation d'intervenants a déclaré qu'une étude récente et des profils régionaux d'emploi démontrent la manière dont les données permettent d'orienter les interventions ciblées. Le représentant d'une autre organisation a souligné le besoin d'élaborer des politiques fondées sur des données et a insisté sur la nécessité de consulter de façon continue les intervenants dans le cadre de tables sectorielles.

Des intervenants ont également demandé de mener des consultations globales et multisectorielles pour résoudre des enjeux interreliés, tels que la santé mentale, l'employabilité et les déterminants sociaux de la santé, plutôt que d'avoir recours à des interventions cloisonnées.

- Mesure des résultats pour les CEAQ

Des représentants d'organisations qui offrent des services aux CEAQ ont exprimé leurs préoccupations concernant la transparence et la responsabilisation relatives au montant

limité du financement fédéral qui leur est versé dans le cadre des ententes provinciales. Les paiements de transfert fédéraux versés au titre des ententes sur le développement du marché du travail et des ententes sur le développement de la main-d'œuvre en sont un exemple.

Des intervenants ont insisté sur le fait qu'il est essentiel de réaliser une évaluation et d'obtenir des résultats mesurables pour garantir la disponibilité de données permettant de démontrer les résultats d'un investissement aussi important. Ils ont proposé d'utiliser comme indicateurs des avantages précis, mesurables et systémiques, tels que des cibles en matière de création d'emplois, de maintien de l'emploi et de croissance des entreprises.

Des intervenants ont cité des exemples de réussite, comme celui d'une organisation qui a obtenu de bons résultats en matière de placement et de participation des employeurs dans le cadre de programmes préparatoires à l'emploi financés par la province de Québec.

De plus, les résultats de l'ancien programme Connexion compétences ont été présentés en tant que pratique exemplaire, ce qui illustre l'importance du suivi des résultats et de l'utilisation de tableaux de bord et de points de contrôle pour surveiller les progrès. Des intervenants ont mentionné que le programme avait soutenu 35 entreprises et que 32 des 35 participants avaient décroché un emploi à long terme ou repris leurs études.

- Investissements stratégiques et financement de projets

Des intervenants ont fait observer que les obligations prévues à la partie VII devraient favoriser les investissements stratégiques plutôt que la multiplication des projets, et ils ont demandé la mise en place de stratégies intégrées et évolutives plutôt que le recours à un financement fragmenté. La participation économique et au marché du travail des CEAQ devrait être considérée comme une priorité économique nationale, et non comme un simple enjeu communautaire. Il est nécessaire de réaliser des investissements stratégiques dans les organisations pour renforcer les capacités et fournir des services adaptés. Un financement durable est essentiel pour maintenir des programmes bilingues, tels que ceux qui aident les travailleurs d'âge mûr à retrouver leur confiance en soi et leur employabilité, par exemple.

Des intervenants ont également souligné que, même si les investissements stratégiques sont essentiels, une certaine flexibilité à l'égard des projets peut aider les organisations à mettre rapidement à l'essai des modèles novateurs, compte tenu de la souplesse nécessaire qu'il est possible d'offrir à l'échelle communautaire.

Des intervenants ont demandé des investissements systémiques à long terme (p. ex. des services complets, tels que l'idée d'une garderie mobile mise en œuvre par une organisation) plutôt qu'un financement de projets à court terme.

2.3 Nécessité de flexibilité dans les modèles de financement

Des intervenants ont souligné la nécessité d'adapter les programmes afin de répondre rapidement aux nouveaux besoins des CEAQ.

À titre d'exemple, ils ont souligné que les chercheurs d'emploi d'âge mûr sont confrontés à des obstacles complexes qui vont au-delà de la langue, tels que l'âgisme et la perte de confiance en soi, et que les programmes doivent s'adapter à ces réalités. Les ateliers bilingues et les espaces sécurisés aident ces chercheurs d'emploi à retrouver leur confiance en soi et à perfectionner leurs compétences linguistiques, ce qui illustre la nécessité d'adopter des approches flexibles et centrées sur le client plutôt que des modèles de programme rigides. Cependant, ils ont indiqué que les organisations multisectorielles ne peuvent pas bénéficier de certains programmes fédéraux (p. ex. les fonds destinés aux services d'aide à l'emploi) en raison de restrictions provinciales, ce qui limite le soutien propre au secteur pour les CEAQ, comme pour les activités mentionnées précédemment.

Des intervenants considèrent qu'il est essentiel d'offrir des services d'emploi adaptés pour que les travailleurs d'âge mûr « aient le sentiment de recevoir des services dans un endroit où ils peuvent se reconnaître ». Ils ont souligné l'importance de la souplesse dans la conception des programmes.

- **Réalités multifonctionnelles des organisations qui offrent des services aux CEAQ**

Des observateurs ont fait remarquer que les organisations dédiées aux CEAQ offrent souvent plusieurs services (emploi, soins de santé, éducation). Les responsables des programmes doivent tenir compte de cette polyvalence et permettre la mise en place de volets de financement adaptables. Des intervenants ont mentionné qu'il était essentiel de faire preuve de flexibilité afin qu'EDSC puisse appliquer une lentille régionale significative. Les communautés d'expression anglaise situées en dehors des grands centres urbains sont petites, dispersées et souvent intégrées à des environnements francophones. Les organisations qui leur offrent des services sont généralistes et offrent de multiples services, car elles sont les seules disponibles à l'échelle locale. Par conséquent, des intervenants ont fait valoir qu'il faudrait tenir compte des réalités multifonctionnelles dans la conception des programmes plutôt que de s'attendre à la mise en place d'organisations spécialisées de type urbain. Le poids démographique désavantage également ces communautés, de sorte que les modèles de financement devraient donner la priorité aux besoins réels plutôt qu'aux chiffres.

Un autre exemple soulevé concerne l'interconnexion des secteurs. Des intervenants ont mentionné que les fournisseurs de services en alphabétisation au Québec sont des organisations locales qui reçoivent plus de 50 % de leur financement de la province, ce qui les soumet aux restrictions du chapitre M-30, limitant ainsi leur accès au financement fédéral.

L'alphabétisation dépasse le cadre de l'emploi et touche également d'autres secteurs, tels que la santé. Pour remédier à ce problème, il est nécessaire de mettre en place des modèles de financement qui reconnaissent la multifonctionnalité plutôt que d'offrir un financement propre à chaque secteur.

Alors que les membres des communautés travaillent dans tous les secteurs, certains intervenants ont fait remarquer que les ministères fédéraux demeurent souvent cloisonnés. Ils ont demandé une collaboration et des investissements interministériels afin de rapprocher les perspectives généralistes et sectorielles pour la vitalité des communautés.

- Difficultés d'accès à un financement propre aux secteurs

Des intervenants ont souligné l'importance d'utiliser une approche mixte combinant des outils physiques et numériques pour les services de formation et d'emploi. Ils ont également fait observer que les communautés devraient faire preuve de souplesse et d'agilité pour s'adapter à des réalités en mutation, notamment l'IA et l'évolution des préférences des apprenants. En outre, ils ont souligné que les solutions devraient être adaptées aux réalités régionales et à la démographie (plutôt qu'à des secteurs précis) afin de ne laisser personne de côté. En effet, les réalités multifonctionnelles des organisations qui offrent des services aux CEAQ sont peu reconnues.

Des intervenants ont fait remarquer que, souvent, les organisations régionales ont une portée générale et ne sont pas propres à un secteur, ce qui rend leur classification difficile dans les systèmes de financement provinciaux qui sont très sectoriels. Cette situation signifie essentiellement que les organisations ont du mal à accéder à des programmes conçus pour des mandats étroitement définis (p. ex. uniquement liés à l'emploi ou aux soins de santé). Des intervenants des CEAQ ont suggéré que les programmes fédéraux devraient plutôt financer des réalités multifonctionnelles et viser à éviter la rigidité dans les attentes sectorielles ainsi que pour les cadres, structures ou critères.

Les transferts provinciaux de programmes fédéraux sans lentille linguistique ont rendu l'accès plus difficile pour les communautés d'expression anglaise. Comme le Québec ne reconnaît pas ces organisations comme étant sectorielles, certains besoins des CEAQ ne sont pas pris en compte dans les programmes provinciaux après les transferts, comme les besoins des nouveaux arrivants et les initiatives globales. Des intervenants ont recommandé de mettre en place des mécanismes pour protéger les communautés linguistiques en situation minoritaire lors des transferts et leur garantir l'accès aux investissements fédéraux.

Les modèles actuels cloisonnent souvent le financement, ce qui empêche les organisations de répondre pleinement aux besoins des communautés.

2.4 Données et politiques fondées sur des données probantes

Des intervenants ont souligné l'importance de mener une évaluation et une collecte de données rigoureuses pour mesurer les résultats des investissements fédéraux.

- Nécessité d'améliorer la collecte de données

Plus particulièrement, des préoccupations ont été soulevées quant au manque de données détaillées disponibles sur la participation des CEAQ aux programmes québécois, ce qui amène à se demander si les investissements fédéraux ont réellement des retombées.

Des intervenants ont mentionné que la province de Québec ne recueille pas non plus de données fondées sur la race, ce qui rend difficile la mesure des inégalités. Les organisations compensent cette lacune par des travaux de recherche menés par la communauté.

Il existe notamment des lacunes dans les données relatives aux communautés éloignées, et des intervenants ont suggéré de renforcer la collaboration entre le gouvernement fédéral et les réseaux ou organisations qui offrent des services aux CEAQ afin d'assurer une meilleure collecte de données pour déterminer les besoins.

Des intervenants ont souligné à plusieurs reprises la nécessité de réaliser une analyse rigoureuse et de mettre en place des stratégies fondées sur des données. Les données probantes et les tendances ont présenté des domaines d'amélioration possibles pour les CEAQ, notamment l'intelligence artificielle dans l'agriculture et la numérisation dans les collectivités rurales.

- Consultation accrue des CEAQ, en particulier celles qui sont situées dans des collectivités éloignées

Des intervenants ont affirmé que pour qu'EDSC s'appuie sur une véritable perspective axée sur les régions et les collectivités éloignées au Québec, il est important de comprendre ce que signifie « régional » pour les communautés d'expression anglaise en situation minoritaire. Il s'agit en fait de petites communautés dispersées dans des environnements à majorité francophone. Une consultation régulière auprès de ces communautés, et pas uniquement avant le lancement des programmes ou pendant l'élaboration du Plan d'action pour les langues officielles, aiderait vraiment EDSC à comprendre comment les politiques fédérales se traduisent sur le terrain.

Des intervenants des CEAQ ont déclaré qu'il fallait un dialogue qui valorise l'expérience locale et vécue, ainsi que la flexibilité nécessaire pour joindre les collectivités négligées

par les programmes actuels. Il faut obtenir des données tenant compte de la réalité de ces personnes, dans l'espoir de déboucher sur des programmes et des partenariats adaptés pour surmonter l'isolement et les obstacles.

Des intervenants de la région de Gaspé ont donné des exemples illustrant l'importance des partenariats et de la sensibilisation pour lutter contre l'isolement et combler les lacunes en matière de services. En effet, dans la région de la Côte-Nord et de la Basse-Côte-Nord, les réalités locales exigent le recours à des approches mixtes et des solutions collectives, qui sont essentielles pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre et aux défis liés à l'intégration des immigrants.

Des intervenants ont fait remarquer que la plupart des programmes sont concentrés à Montréal, au détriment des membres des CEAQ dans les régions. Ils réclament une consultation ciblée et des services adaptés pour ces CEAQ.

- Un autre exemple d'approche ciblée a été mis en avant : les programmes hybrides visant à joindre les aînés dans toute la province, ce qui montre comment les stratégies de mobilisation peuvent surmonter les obstacles géographiques. Utiliser les renseignements recueillis dans le cadre de la consultation pour orienter les modifications stratégiques

Des intervenants ont mentionné que les renseignements recueillis devraient être utilisés pour ajuster les politiques et concevoir des programmes plus inclusifs et que le processus de consultation mené avec EDSC doit aller au-delà des dialogues d'une journée. Ils ont aussi souligné la nécessité de veiller à ce que les observations fournies par les CEAQ éclairent de façon continue la conception des politiques et les décisions d'investissement.

La mise en place de comités consultatifs et de comités d'employeurs a été proposée afin d'aider à adapter les programmes aux réalités du marché du travail local (p. ex. les besoins en formation professionnelle par rapport aux besoins en formation postsecondaire).

Un intervenant a souligné que les recommandations stratégiques devraient être fondées sur des données. Des intervenants ont également mentionné que les données sur l'alphabétisation du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes⁴ (PEICA) sont essentielles pour comprendre les défis liés à la main-d'œuvre. Enfin, ils ont préconisé un suréchantillonnage des CLOSM dans les études futures afin d'éclairer les politiques.

⁴ L'évaluation du PEICA a été menée par Statistique Canada au nom du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) et d'EDSC. Près de 11 700 adultes âgés de 16 à 65 ans dans tout le pays ont répondu à l'enquête informatisée dans le cadre d'entrevues menées à domicile de septembre 2022 à juillet 2023. Les échantillons étaient suffisamment importants pour fournir des résultats statistiquement fiables non seulement pour l'ensemble du Canada, mais aussi pour chaque province. [Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes](#)

Des participants ont insisté sur l'importance de recueillir des données plus fiables pour les organisations offrant des services aux CLOSM afin de mieux comprendre les lacunes et de s'assurer que des données précises sont recueillies pour orienter les solutions.

Un intervenant a également souligné l'importance de disposer de données actualisées en temps opportun et d'information pertinente sur le marché du travail, et de partager des connaissances afin d'éclairer la conception de stratégies de collaboration et de réduire les disparités.

2.5 Coordination interministérielle pour soutenir les priorités des CLOSM

À la suite des présentations des partenaires fédéraux sur l'harmonisation et les mesures conjointes, des participants ont souligné l'importance de la collaboration des acteurs fédéraux, provinciaux et communautaires, ainsi que de la nécessité d'adopter des approches intégrées (p. ex. en combinant les programmes d'employabilité avec l'éducation et les services de garde).

Les représentants des CEAQ ont convenu que les ministères fédéraux devraient mieux coordonner leurs mécanismes afin de soutenir les priorités de leurs communautés et d'éviter les interventions fragmentées.

Les réseaux informels et les comités consultatifs ont été cités par des intervenants des CEAQ comme étant des outils efficaces pour la coordination et l'échange de pratiques exemplaires.

3. Solutions proposées par les intervenants

Plusieurs solutions potentielles ont été proposées par les représentants des CEAQ à EDSC afin d'apporter du soutien à leurs communautés :

Des intervenants ont proposé à EDSC d'étudier des modèles de financement flexibles, tels que :

- des ententes pluriannuelles et des investissements stratégiques plutôt que le financement de projets ponctuels afin d'assurer la durabilité;
- un financement multisectoriel, pour aborder les enjeux interreliés, géré par des organisations généralistes;
- l'élaboration de stratégies de développement économique intégrées avec des résultats mesurables pour les CEAQ, en particulier en matière de création d'emplois, de croissance des entreprises et de participation au marché du travail.

Des intervenants ont demandé que les données soient recueillies en temps opportun et mises à jour de façon continue, et qu'EDSC noue régulièrement le dialogue avec eux afin d'élaborer des stratégies à long terme telles que :

- les consultations multisectorielles porteraient sur des enjeux interreliés, tels que la santé mentale, l'employabilité et les déterminants sociaux de la santé;
- la collaboration régulière avec les CEAQ plutôt que la tenue de dialogues au cours d'une seule journée;
- la consultation des CEAQ dans les régions éloignées afin de veiller à ce que les perspectives (réalités vécues) soient prises en compte pendant l'élaboration des politiques et des programmes.

Les représentants des CEAQ ont également réclamé une meilleure collaboration entre la province de Québec et le gouvernement fédéral afin d'éviter les chevauchements et d'assurer la complémentarité des interventions :

- Renforcer le leadership fédéral en matière de gestion du chapitre M-30 et d'inclusion des langues officielles dans les ententes avec le Québec.
- Assurer une meilleure transparence quant au montant des fonds consacrés aux CEAQ dans le cadre des transferts fédéraux à la province.

4. Conclusion

La participation à la Journée de dialogue organisée par EDSC a été très encourageante, car elle a témoigné de la volonté de continuer à chercher des solutions durables aux défis auxquels sont confrontés les CEAQ et de maintenir la collaboration entre leurs organisations représentatives et EDSC. La réunion a permis de trouver un consensus sur plusieurs questions : la mise en place de modèles de financement flexibles, notamment ceux qui tiennent compte des mandats des organisations multisectorielles, le renforcement du processus de consultation, en particulier avec les régions éloignées, et une collaboration accrue entre le gouvernement fédéral et la province de Québec, afin de garantir que le financement des CEAQ, notamment dans le contexte des transferts fédéraux. Ces sujets étaient au cœur des préoccupations, tout comme les questions liées au perfectionnement des compétences numériques et à l'IA, ainsi que le soutien ciblé destiné aux chercheurs d'emploi d'âge mûr.

Des participants ont exprimé leur souhait que le dialogue se poursuive de manière continue et qu'EDSC prenne des mesures concrètes visant à renforcer la vitalité économique et sociale des CEAQ.

Annexe A

Ordre du jour

Journée de dialogue annuel d'Emploi et Développement social Canada avec les communautés d'expression anglaise du Québec

13 novembre 2025

Ordre du jour			
9 h à 9 h 05	Accueil et aperçu de la journée	Animateur : Firmin Andzama, directeur, Centre d'expertise de la partie VII	Salle plénière
9 h 05 à 9 h 15	Mot d'ouverture	Présentateur : Elisha Ram, sous-ministre adjoint principal, Direction générale des politiques stratégiques et de service	Salle plénière
9 h 15 à 9 h 30	Présentation des participants Participants d'EDSC, représentants de CLOSM, participants d'autres ministères et observateurs	Animateur : Firmin Andzama, directeur, Centre d'expertise de la partie VII	Salle plénière
9 h 30 à 10 h 30	Séance plénière du matin		
	Discussion en groupe Comment les programmes fédéraux peuvent-ils mieux répondre aux besoins des CEAQ et intégrer plus efficacement la lentille de la partie VII et des CLOSM dans l'ensemble des politiques relatives au continuum politique-service, en particulier en ce qui concerne l'employabilité au sein des CEAQ?	Modérateur : Elisha Ram, sous-ministre adjoint principal, Direction générale des politiques stratégiques et de service Panélistes : Catherine Demers, sous-ministre adjointe déléguée, Direction générale des compétences et de l'emploi Sylvia Martin-Laforge, directrice générale, TALQ	Salle plénière

		Cathy Brown, directrice générale, Réseau de développement régional John Buck, président et directeur général, Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire	
10 h 30 à 10 h 45	Pause-santé		
10 h 45 à 11 h 45	Séances en dans les salles de discussion Les séances se déroulent simultanément.		
	Séance n° 1 <i>Emploi et employabilité</i> Sujets de discussion : Accès à l'apprentissage du français, aux services d'emplois en anglais et aux services complets; amélioration des initiatives de formation et de développement des compétences; partenariats avec des établissements d'enseignement.	Modératrice : Lori Brooks, directrice générale, Direction des politiques de développement de la main-d'œuvre et des compétences, Direction générale des compétences et de l'emploi Panélistes : Raeanne Francis, directrice générale, Black Community Resource Centre Jessica Synnott, directrice principale, Vision Gaspé-Percé Now! Denis Kotsoros, directeur général, Association des Townshippers	Salle de discussion n° 1
	Séance n° 2 <i>Développement économique</i> Sujets de discussion : Augmenter les taux de participation au marché du travail et diminuer les taux de chômage élevés dans certaines régions; offrir de la formation à distance pour améliorer les offres de formation; accès aux possibilités de	Modératrice : Elizabeth Casuga, directrice générale, Secrétariat fédéral responsable de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants, Direction générale de la sécurité du revenu et du développement social Panélistes : John Buck, président et directeur général, Corporation d'employabilité et de	Salle de discussion n° 2

	développement des compétences dans les régions éloignées.	développement économique communautaire Cornella Maurice, directrice principale, The Coasters Association Mario Clarke, directeur de l'octroi de subventions aux collectivités, YES Emploi + Entrepreneuriat	
	Séance n° 2 <i>Intégration sur le marché du travail – Travailleurs en milieu de carrière et en transition et travailleurs âgés</i> Sujets de discussion : Recyclage professionnel et perfectionnement des travailleurs en milieu de carrière et en transition et de ceux qui sont âgés.	Modérateur : Elisha Ram, sous-ministre adjoint principal, Direction générale des politiques stratégiques et de service Panélistes : Paul London, gestionnaire, Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire, Direction générale des compétences et de l'emploi Nicholas Salter, directeur général, Table ronde provinciale sur l'emploi Wendy Seys, présidente, Alphabétisation Québec Leslie Acs, directeur général, La Passerelle	Salle de discussion n° 3
11 h 45 à 12 h 15	Récapitulation de la matinée	Modérateur : Elisha Ram, sous-ministre adjoint principal, Direction générale des politiques stratégiques et de service Panélistes : Elizabeth Casuga, directrice générale, Secrétariat fédéral responsable de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants, Direction générale de la sécurité du	Salle plénière

		revenu et du développement social Paul London, gestionnaire, Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire, Direction générale des compétences et de l'emploi Sylvia Martin-Laforge, directrice générale, TALQ Cathy Brown, directrice générale, Réseau de développement régional John Buck, président et directeur général, Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire	
12 h 15 à 13 h	Dîner		
13 h à 14 h	Séance de l'après-midi		
	Coordination interministérielle pour le soutien des priorités des CLOSM <i>Explorer les possibilités d'harmonisation et de mesures conjointes pour le soutien des CLOSM.</i> Les sujets comprennent des mises à jour telles que l'exercice de schématisation interministérielle, le calendrier des consultations de Patrimoine canadien et le Règlement sur la partie VII.	Modératrice : Jennifer Allen, gestionnaire, Patrimoine canadien Présentateurs : Daniel Cadieux, gestionnaire, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada Karim Adam, directeur, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada Patrick Cyr, gestionnaire, Patrimoine canadien Jalila Bendarhou, directrice, Patrimoine canadien Melanie Kolaj, directrice, Affaires intergouvernementales, Innovation, Sciences et	Salle plénière

		Développement économique Canada Julie L'Allier, gestionnaire, Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire, Direction générale des compétences et de l'emploi, Emploi et Développement social Canada	
14 h à 14 h 15	Mot de la fin	Animateur : Firmin Andzama, directeur, Centre d'expertise de la partie VII	Salle plénière

Annexe B

Participants des CLOSM
Nom des organisations
Rassembler. Échanger. Vivre au Québec. (TALQ)
Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire
Réseau de développement régional
YES Emploi + Entrepreneuriat (anciennement YES Montréal)
Les Aînés Action Québec
Alphabétisation Québec
Black Community Resource Centre
Table ronde provinciale sur l'emploi
Réseau communautaire de santé et de services sociaux
Association régionale des Anglo-Québécois de l'Ouest
Comité d'action sociale anglophone
Association des Townshippers
Association communautaire de la Côte-Nord
Coasters Association
Voice of English Québec
Réseau communautaire de la Montérégie Ouest
La Passerelle
Agence Ometz

Annexe C

Partenaires fédéraux
Nom du ministère
Patrimoine canadien
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Santé Canada
Affaires mondiales Canada